

**Stéréotypes "interculturels" dans les médias belges Discours  
séparatiste des Flamands et Wallons à la lumière d'une indépendance  
éventuelle de la Flandre en 2002**

**Roland KÜHNEL**  
Universität de Leipzig

**Abstract**

Im allgemeinen werden interkulturelle Stereotypen an sprachlich, religiös oder mental sehr verschiedenen Gesellschaften oder Gruppen untersucht. Belgien, d.h. niederländischsprachige Flamen und frankophone Wallonen als kulturell nahestehende Kommunitäten, wird in diesem Kontext z.B. stark negiert; eine Tatsache, die umso verwunderlicher ist, als das Land im Zentrum der Europäischen Gemeinschaft und des neuen Eurolandes liegt. Der euro-mediterrane Vergleich von interkulturellen Problemen ist zwingend erforderlich angesichts ethnischer Säuberungen in Ex-Jugoslawien, einer euro-zentristischen Sichtweise der Situation im Nahen Osten, aber auch der komplizierten Beziehungen zwischen Wessis (Westdeutsche) und Osis (Ostdeutsche) im wiedervereinigten Deutschland. Das mediatisierte Image der Belgier erscheint in diesem Licht paradox und kurios, aber gerade Brüssel - eine immer mehr maghrebinische Stadt - kann als lehrreiches Beispiel für eine Entwicklung dienen, die auf rein ökonomisch-monetäre Ziele ausgerichtet ist und dabei die interkulturellen Komponenten vernachlässigt.



## 1. Introduction:

"Dans notre pays prédominent des conditions yougoslaves. Comme les Serbes, les Wallons et les Francophones envahissent du territoire étranger et veulent imposer leur loi du plus fort. Chez les peuples civilisés les lois et les frontières sont là pour être respectés. Uniquement à cause de la patience des Flamands et par le fait que ceux-ci n'ont pas le tempérament slave (!) il n'y a pas eu jusqu'à maintenant la violence. Je pense qu'on doit chercher les Karadzics de l'autre côté de la frontière linguistique" ("Gazet van Antwerpen" 7.7.1995, p.2). Jusqu'ici la lettre d'un lecteur flamand. Mais on lit également dans le "Mémoire du gouvernement flamand" du 1995 d'"épuration ethnique (!), qui n'est pas moins grave même si elle se produit avec moins de bruit et plus paisible que celle dans les Balkans" ("Brusselse Post" 9/1995, p.1). En ce qui concerne la Communauté française, "elle va fixer elle-même leurs frontières territoriales". Un référendum déciderait sur l'avenir de Bruxelles. Charles Picqué, premier-ministre de Bruxelles, parle de Halle-Vilvoorde (faubourg en territoire flamand) comme d'un "hinterland naturel de Bruxelles." Les nationalistes flamands, eux, revendiquent Mouscron - à la frontière française - que "l'on leur a volé". "Solidarité", journal des Francophones de Bruxelles, exige le retour de la région Fourons à Liège et la restitution des territoires gaulois (!) de la périphérie à Bruxelles ainsi que la révision des frontières d'états. Et le côté francophone aussi voit des parallèles yougoslaves: "Si la Wallonie ne veut pas devenir le Monténégro d'une grande Serbie flamande, il est temps de préparer avec Bruxelles un autre avenir" ("Le Soir" 13.1.1996, p.3). Le président du Front Démocratiques des Francophones, Olivier MAINGAIN - nommé par les Flamands un fanatique mangeur de Flamands - voit Bruxelles cerné par les Flamands comme Sarajevo par les Serbes ou bien comme Jérusalem-Est (arabe) par les Juifs.

Dans les camps séparatistes on parle ouvertement d'une "solution à la Tchécoslovaquie". Pour accélérer ce processus, il serait entre autres venu le "temps pour une politique linguistique plus fanatique". Eu égard à ce nationalisme il s'impose la question: Les tendances séparatistes sur les deux côtés de la frontière linguistique sont-elles devenues une force normative



de la réalité ("normative Kraft des Faktischen")? La Belgique existe-t-elle encore de facto après tout? Le "Comité national d'Action pour la paix et le développement" de Bruxelles a déjà conçu un scénario d'horreur pour l'année 2000 avec un "régime dictatorial". "Dans l'ex-capitale (Bruxelles), règne un atroce conflit ethnique, où les différentes communautés s'affrontent en combats sanglants..."

Dans quel mesure la controverse entre "flamingants" et "wallingants", telle qu'elle se présente dans les médias, traduit-elle l'opinion de la population? Quelles sont les chances des aspirations séparatistes en Flandre (indépendance étatique avec comme capitale Bruxelles à partir de 11.7.2002, membre à part entière de l'ONU, de l'UE et de l'OTAN) et en Wallonie (indépendance avec Bruxelles ou "retour à la France"). Quand on suit la presse belge, on a l'impression s'il y avait un énorme fossé interculturel et mental entre Flamands, Wallons et Bruxellois. On parle d'impérialisme flamand/francophone arrogant, d'apartheid, de racisme culturel et de terrorisme de la langue; il y a des "Wallons qui puisent aux sources fédérales"; quelques journalistes parlent même de tchetniks flamands, de situations semblables à la "nuit cristalline" (Kristallnacht) ("De Morgen" 26.10.1995, p.10) et du "surhomme francophone" (!), qui empêche les Flamands d'exercer leur "droit original de parler néerlandais à Bruxelles" ("De Standaard" 4.8.1995, p.8; en version original: "franstalige Übermensch"). Une partie de la presse écrite craint une "invasion des Flamands à Bruxelles", et la députée du CVP (démocrates-chrétiens), VANSINA, souligne: "Nous n'en sommes pas encore à une épuration ethnique active comme en ex-Yougoslavie" ("Le Vif" 17.11.1995, p.21) (Soulignements par R.K.).

Toutes ces voix sont, peut-être, des voix isolées. Mais la situation gagne, en perspective, une force explosive quand le président du plus grand parti de Belgique, le CVP, Johan VAN HECKE, s'exprime de manière analogue: "Nous ne permettrons plus que la Belgique soit alimentée par la Flandre et traitée par la Wallonie" ("De Morgen" 19.12.1995, p.4). Les labourieux Flamands ne veulent plus gaspiller leur argent durement gagné pour les allaiteurs wallons, etc. Le ton des médias est devenu, ces dernières années, nettement plus agressif. Le fait de souligner en permanence certains termes, à savoir que l'on soit volé par ceux de l'autre côté de la limite



linguistique, fraudé du fruit de son travail, offensé et traité de façon arrogante, aggravent les ressentiments existants. On se demande si l'on peut être encore optimiste à l'égard de ce processus fédéral de la Belgique ou si le Rubicon pour "un compromis à la belge" n'est pas déjà franchi. Les revendications de dirigeants flamands de séparer la sécurité sociale en est à mon avis l'indice pour ledit Rubicon.

De même, les choses apparemment marginales des discussions linguistiques comme la querelle autour de la désignation de la côte - vlaamse kust/côte belge - ne devraient pas être considérées comme pure bizarrerie. Ce qui est également significatif, c'est le fait que la Kredietbank belge ait déjà élaboré une minutieuse analyse des coûts pour un scénario de scission. En fin de compte les aspects monétaires décideront des aspirations indépendantistes, motivées (dans les médias) par l'éthnie et la langue. Tant que l'interdépendance transnationale de l'économie est plus profitable qu'une solution binationale, tant il n'y aura de scission de la Belgique. Un nationalisme actif du peuple ne s'imposera guère dans la conscience de masse, lorsque l'indépendance (de la Flandre) ne se paie pas concrètement pour "l'homme de la rue".

## **2. La situation linguo-ethnique à Bruxelles**

Comme il n'a pas eu, depuis 1947, de recensement linguistique de la population, il est difficile de définir exactement la composition ethnique de Bruxelles. Les résultats des élections, souvent cités dans ce contexte, peuvent bien traduire certaines préférences linguistiques, mais pas la véritable relation des ethnies. Comment Bruxelles est-il composé dans sa majorité? De Flamands francophones, de Wallons "bruxellisés" ou bien de Bruxellois plus ou moins bilingues? Une chose est certaine: à Bruxelles ce sont les minorités qui constituent la majorité. Le Bruxellois par excellence n'existe pas. 670.000 Belges se trouvent en face de 280.000 Non-Belges dont 130.000 Européens et 80.000 Maghrébins (BRES 1995, p.30). Ceci ne tient cependant pas compte des "navetteurs", qui chaque jour viennent de la Flandre (200.000) et de la Wallonie (160.000) pour travailler à Bruxelles ("Tele-Bruxelles" 9.11.1995). Pour cette raison, il est difficile de différencier exactement entre composante (originellement) ethnique et



linguistique (langue maternelle). Ainsi, un Bruxellois, parlant le français comme première langue, peut être d'origine flamande (guère inversement). Comment regrouper les enfants de ménages mixtes, néerlandofrancophones? Il convient de demander qui, quoi est francisé ou flamandisé, et où cela se fait.

Les deux principaux domaines d'une "xénisation" linguistique sont constitués par l'Enseignement et par le marché de l'emploi. "Victimes principales" étant moins les Bruxellois belges que beaucoup plus les nouvelles générations d'immigrés. Plus de 90% des personnes issues de l'immigration sont déjà tellement francisées qu'elles doivent être considérées comme appartenant à la communauté francophone. L'augmentation des connaissances en langue néerlandaise qui s'observe ces derniers temps chez les migrants (tout particulièrement en ce qui concerne la troisième génération des jeunes filles marocaines) mène à un trilinguisme langue maternelle-français-néerlandais, mais non - comme quelques stratèges flamands l'espéraient - à un bilinguisme langue maternelle-néerlandais et ainsi à un poids plus fort de la Communauté flamande à Bruxelles.

Les statistiques concernant l'Enseignement de Bruxelles à l'égard du rapport Francophones/Néerlandophones doivent être considérées toujours sous l'aspect de la vraie composition des classes d'école. Ainsi il y a des écoles néerlandophones avec des enfants presque exclusivement marocains. Les fameuses "écoles sans racisme", originellement conçues pour intégrer les immigrés, sont devenues des "écoles sans des Belges"! Cette méditerranisation (en particulier maghrébinisation) et depuis quelque temps aussi est-européanisation (Polonais, Yougoslaves, Albanais) des écoles à Bruxelles a pour conséquence que des enfants néerlandophones mais aussi francophones se retirent dans les écoles de la périphérie.

Ces évolutions se traduisent à la lumière des médias par une ethnification de la situation linguistique avec une référence démonstrative à la situation en Yougoslavie et au Liban (!): "Bruxelles a actuellement trois ethnies: les Francophones (Serbes), les Néerlandophones (Croates) et une majorité de musulmans belges (Bosniaques)... (Note de l'auteur: Les (méchants) Serbes sont toujours les autres, les bons sont les Croates!) Le Liban et Beyrouth sont un autre exemple... Ainsi les Bruxellois se réfugient dans les



communes marginales comme les Libanais au Canada et aux Etats-Unis" ("Brusselse Post" 11/1995, p.10).

### **3. Les domaines de francisation et de flamandisation "contre-culturels" à Bruxelles**

Quand on prend pour base de son appréciation de la situation linguistique les informations des médias, on a l'impression qu'il y ait une lutte (sinon guerre) interculturelle et linguistique permanente entre le français et le néerlandais à Bruxelles. Sur les lieux et dans la conscience des Bruxellois la situation paraît différente et moins dramatique. Sans aucun doute il y a cependant - à côté de pseudo-problèmes enflés (indicateurs des rues) - de véritables problèmes de langue (hôpitaux, pompiers, administration). Que ces problèmes restent non résolus est surtout causé par le fait que les 65 députés francophones (dont cinq marocains) et les 10 députés flamands du Parlement de Bruxelles se bloquent souvent les uns les autres dans leurs décisions linguopolitiques, avec toutes les mauvaises conséquences pour l'économie.

Mais où sont bien les domaines interculturels de la francisation ou néerlandisation prétendue ou effective? Tandis que dans les institutions nationales (de l'Etat) prédomine (encore) avant tout le français, il y a dans le domaine non étatique, en particulier dans le commerce et dans les banques, une tendance vers le néerlandais et aussi toujours plus vers l'anglais. Dans l'Enseignement et quant aux médias, un statu quo relatif prédomine. Deux facteurs y auront une influence décisive sur le développement linguistique: l'eupéanisation de Bruxelles qui favorise l'anglais au détriment du français et du néerlandais, et la méditerranisation (ethniquement surtout une maghrébinisation) qui renforce la position du français. Un troisième facteur hypothétique doit être mentionné également: la situation de Bruxelles en cas d'une indépendance de la Flandre en 2002. Si ce scénario devenait réalité, les développements actuels d'une francisation ou flamandisation seraient décisifs pour l'identité des Bruxellois. Y a-t-il une conscience d'identité bruxelloise du point de vue politique? Est-ce que les Bruxellois sont si fortement francisés qu'ils se sentiraient appartenants à la Wallonie ou à un "espace francophone" (avec



la France) ou sont-ils tellement flamandisés qu'ils seraient volontiers habitants de la capitale d'une Flandre indépendante? Ce ne sont pas des réflexions de tour d'ivoire, mais des questions qui se posent tout concrètement dans la politique quotidienne. Les conséquences d'une négation de ces questions nous ont été démontrées par l'exemple de la Yougoslavie, particulièrement par les villes de Sarajevo et Mostar.

#### **4. Domaines linguistiques problématiques à Bruxelles**

##### **L'appareil de l'Etat**

R. GRIJP, Ministre Bruxellois, se plaint du rare "bilinguisme de service". L'enseignement des langues devrait être plus fondé sur les besoins de la pratique. Jusqu'ici, les 80% des candidats à la police, aux hôpitaux et à la fonction publique ont échoué aux examens de langues.

Par-dessus la polémique linguopolitique, la situation linguistique constitue dans certains domaines, tout particulièrement dans les hôpitaux et chez les pompiers un problème de premier ordre. Lisant la presse à cet égard, un Non-Belge comprend mal l'étroitesse mentale et la pusillanimité bureaucratique en liaison, p.ex., avec la dispute sur le "cadre linguistique" des pompiers. Ce sont particulièrement les médias flamands qui "exploitent" certains cas inlassablement. A cause des mauvaises connaissances en néerlandais de nombreux médecins et infirmières bruxellois, des lecteurs flamands demandant soucieux: "Le néerlandais deviendra-t-il la principale cause de mort à Bruxelles?" ("Gazet van Antwerpen" 27.3.1995, p.29). Les activistes de la Volksunie (nationale flamande) protestent contre la francisation dans les hôpitaux par le slogan: "Au secours! Je parle néerlandais et je veux pas encore mourir!" (parce que les médecins ne me comprennent pas).

En liaison avec la Santé et l'assurance-maladie et sécurité sociale on peut bien voir que ces revendications de la politique linguistique sont avant tout motivées par la politique économique. La division de la sécurité sociale en partie flamande et partie francophone (avec ou sans Bruxelles) est à présent aussi la revendication principale des séparatistes flamands (et les revendications à l'égard de l'Enseignement ou des médias n'intéressent pas



autant). C'est du maintien du système social que dépend essentiellement l'avenir de la Belgique comme Etat national.

### **L'Enseignement**

Puisque l'Enseignement belge, conformément à la structure fédérale de l'Etat, est strictement réparti selon les critères linguistico-géographiques, la situation concurrentielle interculturelle se reflète là aussi entre les diverses parties du pays. Cela vaut aussi bien pour la concurrence entre le français et le néerlandais que pour celle de l'influence linguistique sur les différentes générations de migrants. L'échange de professeurs et d'élèves par-dessus la frontière linguistique flamando-wallonne est jusqu'à présent l'exception à la règle.

Dans ce domaine les responsables de la politique linguistique comptent toujours plus sur les migrants. Voici, p.ex., un titre du "Standaard" (15.6.1995, p.12): "Les allochtones peuvent sauver les écoles flamandes à Bruxelles... Si les écoles de Bruxelles veulent survivre, elles devraient prendre une attitude positive à l'égard des allochtones." Ce but ambitieux se révèle une entreprise difficile notamment chez les Turcs. Tandis que les Turcs tiennent en général à leur langue et résistent à l'influence du français, les Marocains semblent a priori "perdus" pour le néerlandais, à cause de leurs rapports historico-culturels avec la francophonie. Environ 5,5% seulement des migrants fréquentent des écoles néerlandaises à Bruxelles.

### **Les médias**

Les activités pour ou contre la francisation/flamandisation se manifestent particulièrement dans les mass-médias, où la division de la Belgique s'aperçoit le plus nettement. Cela n'est pas seulement valable pour le côté langue mais aussi pour l'orientation (inter-)culturelle et idéologique dans l'ensemble. Non par hasard il existe une étroite coopération entre les émetteurs flamands et américains. Les émetteurs francophones s'orientent nettement vers la France.

Des dirigeants francophones tels que Philippe BOUSQUIN (Parti Socialiste) mais aussi la Telecom belge, dont le monopole terminait le 1.1.1998 (fédéralisation des médias), craignent une position prédominante du "Telenet Vlaanderen" (protégé par le Premier ministre flamand VAN





DEN BRANDE) dans le domaine informationnel, lorsque des groupes mondiaux comme US West et Time Warner y participeront largement et que ces derniers iraient cimenter tout ce qui s'observe déjà à présent, c'est-à-dire: l'américanisation, l'anglicisation et l'adoption de la Flandre en tant que centre High Tech et Multimedia en Europe.

Un rôle particulier est joué par les deux émetteurs "TV Brussel" et "Tele Bruxelles" (président: de DONNEA, maire de Bruxelles!). On les critique fréquemment pour l'arrangement linguistique et les programmes. Ainsi se plaint Dominiek LOOTENS (député du "Vlaams Blok" au Parlement de Bruxelles): "Je constate que les 80% de ce que TV Brussel émet a peu à voir avec les Flamands de Bruxelles. Danses africaines. musique brésilienne, flûtes à bec zaïroises, tout est là, sauf notre propre culture flamande" ("Deze week in Brussel" 8.10.1995, p.2). Quant aux médias religieux, ils prennent une position particulière. Après qu'il y a eu depuis octobre 1995 un "Christian Music Television" qui émet à l'échelle européenne, il y a depuis 1995 un nouvel émetteur francophone, "Daneels", pour la région de Bruxelles, et par conséquent dans ce domaine aussi une situation concurrentielle à l'égard du pendant flamand "Radio Spes".

##### **5. Aspects secondaires de la politique linguistique "interculturelle"**

Dans l'analyse de la politique linguistique de Bruxelles il faut absolument tenir compte aussi de certaines choses apparemment bizarres. Ainsi il y a en 1995 un "incident de frontière" au carrefour "Bonne Odeur": Martine Payfa, maire, arrête les travaux de l'installation des feux parce qu'ainsi quelques mètres du territoire de Watermael-Boisfort sont affectés. Mais en même temps elle conteste, comme son homologue de l'autre côté, qu'elle mène une "guéguerre communautaire". Les Flamands et les Wallons, c'est-à-dire leurs porte-paroles séparatistes, se querellent au sujet d'uniformes, d'équipes olympiques (mais pas à l'égard de la composition linguistique de l'équipe nationale de football), de motifs de timbres-poste, d'examens de langues pour gardiens de parc (!), d'étiquettes de bouteilles à eau minérale, des dates de vacances, des facteurs et leurs itinéraires exacts le long de la frontière linguistique. On enregistre minutieusement quel fonctionnaire flamand ou wallon a été nommé ambassadeur et combien d'officiers



viennent d'être promus généraux. (Les officiers flamands sont, bien entendu, les valets des généraux francophones.) Les Flamands sont des chauffards et conduisent en état d'ivresse; les Wallons battent tous les records pour absentéisme sous prétexte de maladie et ne paient pas leurs dettes. Dans la localité frontalière (linguistique) Sluisen/Meldert il y a pour la grande-rue des prescriptions de vitesse différentes: dans un sens 50km/h, dans l'autre 90km/h. A l'école bilingue "L'Angélus" de Bruxelles on a voulu séparer les départements françaises et néerlandaises par un mur! Jusqu'ici les toilettes sont séparées; chaque département a son propre photographe. Les écoliers francophones portent une uniforme, les néerlandais n'en portent pas; les francophones boivent leur lait "français" INTERLAIT, les écoliers néerlandais leur lait "flamand" INEX. La "Gazet van Antwerpen" se fait des soucis de l'école flamande dans le Komen wallon, en demandant à cause de la pression de francisation: "Est-ce que les sorcières de Komen revèlent à nouveau la tête pour chasser les élèves?" (22.8.1995, p.4). Il y a en outre entre Flamands et Wallons un profond fossé historico-culturel pour la manière de - boire le café: Le Wallon prend son moka, le Flamand son café au lait (sic!); le Wallon ne boit pas seulement un, autre café, il en boit aussi davantage que le Flamand. De toute façon, les autres sont complètement différents, toujours arrogants, soi-même on est modeste, honnête et gentil, etc.

### **Conclusion**

Après tous les exemples se référant aux prétendus et vrais problèmes linguistiques entre Flamands, Wallons et Bruxellois, il se pose encore une fois la question: Les informations tendancieuses que les médias nous fournissent sur la politique linguistique correspondent-elles à l'opinion de la population, de la majorité dite silencieuse? Le fait, p.ex., de brûler le drapeau belge, n'est-ce toujours que de la violence verbale? Jacques GROOTHART, ambassadeur honoraire de Belgique, chiffre les "véritables indépendantistes flamands" à 10% au maximum. Aucun des grands partis ne montre, selon lui une "volonté séparatiste". Cela peut être vrai pour le SP (social-démocrate) et le VLD (libéral), mais pas pour le plus grand parti de la Flandre, le CVP (chrétien-conservateur). Les portes-paroles des



séparatistes (qui d'ailleurs ne le sont pas sur le plan monétaire!) sont moins le Vlaams Blok (droite nationale) et la Volksunie (conservatrice nationale) mais Johan VAN HECKE (président du CVP) et Luc VAN DEN BRANDE (Premier ministre de Flandre). Selon un sondage de 1994 de FROGNIER/VAERENBERGH, en Wallonie "11% sont pour une indépendance complète" et "4,6% pour un rattachement à un autre pays" (c.-à-d. à la France).

A mon avis on ne peut savoir, avant 2000, combien la population belge désire vraiment une séparation. A partir de ladite date seulement, avec la fédéralisation totale en 1999, quand il ira des "réserves", de la monnaie, de la sécurité sociale, de transferts à concurrence de milliards, on saura s'il y a (encore) une identité belge susceptible d'avoir la force d'empêcher, pour des raisons pragmatiques et économiques, la division complète de l'Etat belge. Les développements de toute l'Europe (Maastricht) et ceux dans les pays voisins ou en Europe centrale y joueront un rôle décisif. Les exemples de Yougoslavie et de Tchécoslovaquie nous montrent qu'il n'y a pas lieu - malgré toute diversité de la situation concrète - d'être a priori optimiste pour ce qui concerne le maintien de l'Etat national.



## **Bibliographie**

1. BRUXELLES ECONOMIQUES ET SOCIAL (BRES) (1995): Indicateurs statistiques de la région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles
2. Deprez, Kas/Persoons, Yves (1983): Mehrsprachigkeit und Großstadt. Aspekte der ethnolinguistischen Identität der flämischen Gemeinschaft in Brüssel, in: Nelde, P.H. (Ed.): Multilingualism (Plurilingua IV), Bonn, pp. 77-94
3. Gueriviere, Jean de la (1994): Belgique: La revanche des langues, Paris
4. Kerkhofs, J./Voye, L. (Eds.) (1992): Belges, heureux et satisfaits. Les valeurs des Belges dans les années 90, Bruxelles
5. Morelli, Anne (1995): Les Grands mythes de l'Histoire de Belgique, Bruxelles
6. Nelde, Peter Hans (Ed.) (1990): Language Conflict and Minorities, Bonn
7. Panowitsch, Doris (1994): Französisch und Niederländisch in Brüssel. Eine Fallstudie, Frankfurt/M.

## **Biographie:**

Kühnel, Roland

Né en 1964 à Leipzig.

Etudes à Leipzig (Etudes Orientales, Interpretariat), Doctorat 1994

Enseignement à Leipzig, Bruxelles, Oran (1992-99), Dialectes arabes (Algérie, Maroc, Liban, Syrie), Interpretariat Arabe-Allemand, Néerlandais-Allemand, Langues mixtes au Proche-Orient

Publications dans les domaines de la linguistique sociologique, des dialectes arabes et de la politique linguistique

